

DU GAZ À GAZA: UN AUTRE ÉCLAIRAGE SUR LA GUERRE

ÉNERGIE. D'importants gisements de gaz ont été découverts au large de Gaza par la compagnie British Gas en 2000. Depuis lors, vu de Tel-Aviv, il est hors de question que cette ressource bénéficie aux Palestiniens. Une cause du récent conflit?

MICHEL BEURET

Et si la récente offensive de Tsahal à Gaza n'était pas mue que par la volonté d'Israël de «combattre le terrorisme»? A 40 kilomètres au large de Gaza, au fond de l'eau, gisent 160 millions de barils équivalent pétrole (bep) de gaz. Autant qu'un grand gisement en mer du Nord. Ce gaz a été découvert en 2000 par British Gas, aujourd'hui BG Group, qui s'est mis en partenariat avec l'Autorité palestinienne. Depuis huit ans pourtant, le britannique n'a jamais réussi à le commercialiser, tenu en échec dès l'arrivée au pouvoir en 2001 d'Ariel Sharon. Tel-Aviv refuse que les Palestiniens bénéficient de cette manne, estimée à 4 milliards de dollars. A l'échelle d'un géant du gaz c'est peu; pour la Palestine, qui en croquerait un milliard, c'est énorme.

«BG GROUP SE RETIRE DES NÉGOCIATIONS POUR LA VENTE DE GAZ DE GAZA À ISRAËL.»

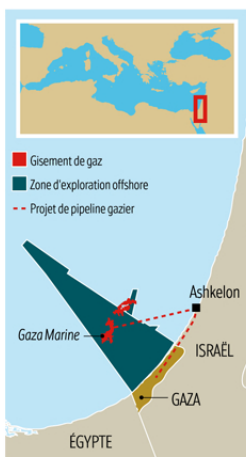
Décembre 2007, Rapport annuel 2008

Contacté par *L'Hebdo*, BG Group a répondu avec une vélocité inhabituelle dans le secteur énergétique. Ses communicants nous ont confirmé l'essentiel: le groupe possède une licence d'exploration off-

shore à Gaza dont deux forages (Gaza Marine 1 et 2) ont permis de découvrir du gaz. En 1999, l'Autorité palestinienne (AP), dirigée par Yasser Arafat, avait signé avec British Gas et un partenaire libanais, CCC, un accord leur garantissant le droit de prospecter pendant 25 ans. L'accord AP-BG-CCC, définit ainsi le partage des droits: 90% pour British Gas, et le reste (10%) à ses partenaires, proportion ramenée à 60% s'ils exercent leurs options.

Pipeline sous-marin. Le rapport annuel 2008 de BG Group note qu'en 2001, les analyses techniques recommandaient la construction d'un pipeline sous-marin vers un terminal onshore (au sol). Et qu'en 2002, le plan de développement fut approuvé par l'Autorité palestinienne. Puis cette chronologie, comme un diamant sur un vinyle usé, passe à décembre 2007: «BG Group se retire des négociations avec le Gouvernement israélien pour la vente de gaz de Gaza

Marine à Israël. Le groupe évalue les options pour commercialiser le gaz.» On le devine, bien des choses se sont produites dans cette ellipse temporelle. Et l'histoire du gaz de Gaza se confond sou-



ZONE British Gas a obtenu un permis d'exploration de vingt-cinq ans.

vent avec les cicatrices de la région, où BG a commencé ses activités en 1996, en Israël. Après avoir collaboré avec des compagnies israéliennes au large du littoral d'Ashkelon (sud), rappelle *Israel Business Today* (1^{er} septembre 2000), British Gas a suivi l'exploration le long du littoral et malgré la discontinuité politique, proposé ses services à l'AP. L'année de sa découverte (en 2000) est aussi celle de l'échec des négociations de Camp David entre Yasser Arafat et Ehud Barak (11-25 juillet). Celle où Ariel Sharon, qui a pris la tête du Likoud, s'est rendu sur l'esplanade des Mosquées

(28 septembre) provoquant la deuxième Intifada. Ce contexte troublé favorisera son élection au poste de premier ministre le 6 février 2001. Cette année-là, attentats suicides et frappes israéliennes sur les Territoires feront des dizaines de morts. Vu l'insécurité à Gaza, l'exploitation du gisement est retardée.

Le 3 janvier 2002, survient l'affaire dite de la *Karine A*, un navire intercepté par l'armée israélienne, navire chargé d'armes venu d'Iran, selon son rapport, qu'il devait livrer au port de Gaza. Si d'autres enquêteurs ont émis des doutes sur cette affaire, le résultat dans les jours qui ont suivi fut le bombardement du port de pêche de Gaza et un blocus maritime.

Trois mois plus tard, alors que le 28 mars le sommet arabe de Beyrouth adopte le plan de paix saoudien qui prévoit «la fin du conflit israélo-arabe», Israël lance l'opération Remparts le 29 mars et réoccupe toutes les localités de Cisjordanie. A Ramallah, capitale de l'Autorité palestinienne, la Mouqata de Yasser Arafat est cernée par les chars puis détruite le 6 juin. «Arafat est un terroriste», répète Tel-Aviv, qui refuse le deal passé entre lui et British Gas. «Nous n'avons pas d'interlocuteur.» Le même mois, la décision est prise de construire le mur de Cisjordanie. En 2002 comme l'année précédente,

difficile de poursuivre l'exploitation du gaz à Gaza.

Dès janvier 2003, pourtant, le *Financial Times* cite le quotidien *Al-Ayyam* (5 janvier) dans lequel un responsable palestinien du secteur gazier déclare que des équipes se préparent pour une nouvelle exploration de trois semaines. Le 28 janvier, Sharon est réélu et gouverne désormais avec l'extrême droite. Côté palestinien, Arafat nomme Mahmoud Abbas premier ministre, «un interlocuteur» pour les initiatives étrangères de paix qui se multiplient. Mais la construction du mur s'accélère et à Gaza, le chef du Hamas, Cheikh Yassine, est abattu par l'armée le 22 mars 2004. Le 11 novembre, Arafat décède à Paris.

Refus d'acheter. Sur le «front» gazier, le quotidien *Maariv* note en juin 2004, que BG veut accroître la production de gaz, malgré le refus de la compagnie israélienne Electric Company de l'acheter, en fin de compte, suivant la crainte de Sharon que cet argent finance le terrorisme. Le directeur de BG en Israël, John Field, déclare alors qu'un autre accord signé avec Ofer Brothers (un groupe israélien) pour construire une centrale énergétique en Israël, justifie le développement du gaz de Gaza pour lequel BG trouverait d'autres acheteurs. Et son vice-CEO, David McManus, affirme que sa compagnie ne se sent pas obligée de rester indéfiniment en Israël. Mais en raison des restrictions nombreuses que lui impose le Ministère de la défense israélien, BG pourrait ne pas produire de gaz, constate *Globes*, un journal d'affaires israélien, en novembre 2004. Si le projet d'un pipeline gazier sous-marin vers Ashkelon demeure c'est que le ministre de l'Infrastructure d'alors, Eliezer Sand-

berg, veut y croire, mais sans convaincre Sharon.

En février 2005, son nouveau ministre de l'Infrastructure, Ben-Eliezer (ex-ministre de la Défense) propose à BG le deal suivant: Israël paiera le gaz palestinien non pas en cash, mais en troc, en fournissant de l'électricité et de l'eau en échange, «puisque nous le faisons de toute façon». Début janvier, Mahmoud Abbas a été élu à la présidence de l'AP. La même année, à la surprise générale, Ariel Sharon commande l'évacuation des colonies de Gaza (août), un retrait qui n'a peut-être pas un dessein pacifique. Quoi qu'il en soit, le 4 janvier 2006, Sharon plonge dans un coma dont il ne

ISRAËL NE PAIERA PAS LE GAZ PALESTINEN EN CASH MAIS EN TROC.

Proposition du ministre israélien de l'Infrastructure

sortira plus tandis que les événements s'accéléraient. Trois semaines plus tard, le Hamas remporte les législatives en Palestine et en avril, l'Europe lui coupe son aide. En juin, un soldat israélien est capturé à

Gaza, déclenchant des représailles jusqu'en novembre. En 2006, BG a bien tenté de vendre son gaz à l'Egypte, mais Tony Blair lui aurait demandé de laisser une chance à Israël. En mai 2007, les représentants de BG Group sont sur le point de signer avec Israël le fameux contrat (4 milliards de dollars), écrit *The Times* (23 mai). Ehud Olmert, qui a succédé à Sharon, souhaite un accord «aussi vite que possible». Et Nigel Shaw, vice-président de BG, déclare: «C'est une chance d'améliorer la situation économique en Palestine, ce ne peut être que bon pour la paix.» Mais en juin, le chaos à Gaza, coupée de toute aide extérieure, débouche sur une guerre inter-

palestinienne au terme de laquelle le Hamas chasse le Fatah vers la Cisjordanie, et «revendique la propriété des champs gaziers et le bénéfice à venir des ventes»,

écrit *The Jerusalem Post*. Abbas, président d'une Autorité palestinienne moribonde s'est retiré à Ramallah. Dès lors, la question se pose: qui est l'interlocuteur de BG Group? «Le Gouvernement du Hamas n'a aucun pro-



OFFSHORE Image des essais de Gaza Marine 1, prise en l'an 2000.

blème pour coopérer avec British Gas, il faut juste modifier certains points du contrat de 1999», déclare le Hamas.

En octobre, l'affaire rebondit encore lorsque l'ex-chef d'état-major général israélien, Moshe Ya'alon, accuse le Cabinet de sécurité de ne pas attaquer Gaza pour ne pas gâcher les chances de signer un accord avec BG (*Haaretz*, 21 octobre 2007). C'en est trop pour BG, semble-t-il. En décembre, il rompt avec Israël, y ferme son bureau en janvier 2008, mais conserve celui de Ramallah.

Cet imbroglio a de quoi éveiller des soupçons. Pour Michel Chossudovsky, professeur à Ottawa, il fait peu de doute que «la mort d'Arafat, l'élection du Hamas et la ruine de l'Autorité palestinienne ont permis à Israël de reprendre le contrôle de facto des réserves de gaz de Gaza». Dans un article publié sur *GlobalResearch.com* (9 janvier 2009), il estime que l'offensive du 27 décembre serait motivée par l'enjeu gazier, voire pétrolier. Car là où il y a du gaz, il y a souvent du pétrole.

Rien à voir. Difficile de conclure. Mais un article paru dans le *Jerusalem Post* le 18 janvier 2009, jour de l'annonce du retrait de Tsahal à Gaza, retient notre attention. L'auteur, Matthew Krieger, écrit: «La présente situation offre au Gouvernement israélien et à l'équipe qui négocie le cessez-le-feu l'opportunité de prendre le contrôle des royalties de ventes de gaz que le Hamas revendique et de les restituer à l'Autorité palestinienne. Le Hamas est si affaibli que pour lui, renoncer à cela n'apparaît pas comme une grande concession.»

Quant à BG Group, à la question de savoir si la guerre de Gaza a quoi que ce soit à voir avec son gaz, sa réponse fut lapidaire: «No.»